

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Consultation n° PIC 25 027

**Procédure : Marché de travaux À Procédure
Adaptée**

Objet : fourniture et installation d'un système de rafraîchissement de l'air d'un atelier de blanchisserie, sur le site de Macdonald (Paris 19ème), pour le compte du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Ce document comprend 15 pages.

APHP	Consultation PIC 25 027	1 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1. Objet.....	3
1.2. Forme du marché	3
1.3. Durée	3
1.4. Définition de la prestation	3
1.5. Décomposition en lots et étendue	3
1.6 Maitrise d'œuvre	3
1.7 Plan de prévention	3
1.8 La sous-traitance	3
1.10 Coordination de sécurité – Protection de la santé	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	4
ARTICLE 4 - COMMANDE – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	5
4.1 Commandes (ou ordres de service)	5
4.2 Exécution des Travaux	5
4.3 Réception.....	6
4.4 Disposition des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail.....	6
4.5 Organisation – sécurité et hygiène du chantier	6
4.6 Conditions générales d'exécution des travaux	6
4.7 Organisation matérielle et collective du chantier.....	6
4.8 Nettoyage du chantier.....	7
4.9 Gestion des déchets de chantier.....	7
ARTICLE 5 - CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ	7
5.1. Contrôle	7
5.2. Suivi du marché	7
5.3 Modifications du marché public.....	8
5.4 Clause de réexamen.....	8
5.5 Garantie.....	8
5.6 Changement de dénomination sociale du Titulaire	8
5.7 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	9
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	9
6.1 Etat d'avancement.....	9
6.2 Certificats.....	9
6.3 Obligation de discrétion.....	9
6.4 Accès aux établissements - Identifications	10
6.5 Grèves	10
6.6 Fermetures pour congés.....	10
6.7 Diffusion Images.....	10
ARTICLE 7 - FACTURATION – PAIEMENT.....	10
7.1 Facturation.....	10
7.2 Paiement	11
7.3 Avance.....	11
ARTICLE 8 - ASSURANCES	12
8.1 Généralités.....	12
8.2 Qualifications professionnelles.....	12
8.3 Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction	12
8.4 Durée du contrat.....	12
8.5 Dispositions diverses	13
ARTICLE 9 – NANTISSEMENT	13
ARTICLE 10 - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 11 - PENALITE - RESILIATION	13
11.1 Pénalités.....	13
11.2 Report du délai.....	14
11.3 Résiliation	15
ARTICLE 12 - LITIGES.....	15
ARTICLE 13 - DEROGATIONS	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'un système de rafraichissement de l'air d'un atelier de blanchisserie, sur le site de Macdonald (Paris 19ème), pour le compte du PIC SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

1.2. Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum de l'enveloppe ne pourra pas dépasser les 140 000,00 € HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens du Code de la commande publique.

1.3. Durée

Le marché est conclu pour une durée de **vingt-quatre (24) mois** à compter de la date de notification.

1.4. Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et/ou dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.5. Décomposition en lots et étendue

Le présent marché n'est pas alloté conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique.

1.6 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Département de la Maintenance du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

1.7 Plan de prévention

Un plan de prévention général sera fait au début du marché en fonction de la nature des interventions, la MOA se réserve le droit d'établir des plans de prévention spécifique.

1.8 La sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ; aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance et à celle du CCAG Travaux.

Le sous-traitant devra présenter, pour la partie sous-traitée, des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu de l'APHP l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du

APHP	Consultation PIC 25 027	3 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les sous-traitants directs et les sous-traitants indirects sont déclarés et leur condition de paiement sont agréés conformément aux articles 3.6 et 10 du CCAG Travaux. Le sous-traitant doit être accepté et ses conditions de paiement agréées préalablement à tout commencement d'exécution des travaux faisant l'objet de la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risque de l'entreprise titulaire du marché (article 52 du CCAG Travaux).

1.10 Coordination de sécurité – Protection de la santé

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage pourra en cas de nécessité être assisté d'un coordonnateur sécurité protection de la santé et/ou d'un coordonnateur systèmes de sécurité incendie.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- La Planning de l'opération objet de la présente consultation, comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG Travaux) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- Le(s) bon(s) de commande ;
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Le marché est à prix global forfaitaire en application des articles R.2113-4 à R.2113-6, R.2162-2 1 à 6 et R.2162-13 à 14 du nouveau code de la commande publique.

Les prix sont réputés fermes. Ils sont actualisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

La formule mise en œuvre est la suivante :

APHP	Consultation PIC 25 027	4 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Prix actualisé = prix initial x (index à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois)
/ (index de la date de fixation du prix dans l'offre)

Index de référence : BT41 Ventilation et conditionnement d'air

Cet index est celui publié par l'INSEE.

En cas de disparition de l'index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre index équivalent par voie d'avenant.

ARTICLE 4 - COMMANDE – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par le pôle d'intérêt commun SCA-SCB-SMS de l'AP-HP et transmises au titulaire soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le PIC pour pallier ses défaillances éventuelles.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

4.2 Exécution des Travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution indiqué sur chaque bon de commande et déroge ainsi à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Les Travaux seront effectués **en accord avec le Directeur Maintenance et Travaux du PIC** suivant les besoins aux jour et heure demandés (validées à la prise de rendez-vous), et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

La réception et le contrôle de l'exécution des travaux donne lieu à la signature obligatoire d'un bordereau d'exécution établis en deux exemplaires, remis par le prestataire au moment de l'intervention, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'exécution des travaux,
- La référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date)
- L'identification du titulaire du marché,
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ou de la prestation effectuée,
- La durée des travaux (jour de début et de fin)
- Le n° du marché

APHP	Consultation PIC 25 027	5 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

4.3 Réception

La réception et le contrôle des interventions (donnant lieu à la signature d'un **bon de réception de travaux obligatoire**) sont assurés par le responsable du service réceptionnaire, conformément au Chapitre 5 du CCAG Travaux (articles 41 à 44) en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée à la réception par le PIC pourra entraîner un refus de réception des travaux.

4.4 Disposition des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail.

La maîtrise d'œuvre assure la coordination générale des mesures de prévention. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

4.5 Organisation – sécurité et hygiène du chantier

4.5.1 Sécurité et Hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire et ses sous-traitants, conformément à la législation en vigueur.

4.5.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les travaux sont soumis notamment aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

4.6 Conditions générales d'exécution des travaux

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre d'appareils thermiques ;
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- L'exécution simultanée d'autres travaux. Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :
 - ✓ Bruits d'origines diverses (tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc....) ;
 - ✓ Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc....) ;
 - ✓ Poussières d'origines diverses ;
 - ✓ Détritus divers et gravois provenant de l'exécution et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte ;

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entreprise devrait en référer au Maître d'Œuvre.

4.7 Organisation matérielle et collective du chantier

L'entreprise a la charge de l'organisation du chantier.

APHP	Consultation PIC 25 027	6 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Elle doit également :

- Se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- Assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage et l'entretien.

Elle reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité du service. Les interventions doivent pouvoir être effectuées du lundi matin au vendredi soir tout au long de l'année.

4.8 Nettoyage du chantier

Pendant son intervention l'entreprise est tenue d'assurer le nettoyage quotidien et hebdomadaire des locaux à ses frais.

4.9 Gestion des déchets de chantier

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôts des déchets de chantier. Ainsi le titulaire remet au maître d'ouvrage les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou garées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

ARTICLE 5 - CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

5.1. Contrôle

Le PIC de l'APHP se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Ce contrôle pourra porter sur :

- La conformité aux normes et à la réglementation
- Le contrôle de la prestation

La mise en œuvre de tous matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux devra être approuvée par le maître d'œuvre, préalablement à l'exécution des travaux.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

5.2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le PIC et communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au PIC.

APHP	Consultation PIC 25 027	7 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (CCAG de l'arrêté du 30.03.2021) ; article 49 à 54 du CCAG Travaux) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le PIC se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues à l'article 50 des CCAG Travaux.

5.3 Modifications du marché public

Le PIC SCA SCB SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux, ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

5.4 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

5.5 Garantie

5.5.1 Garantie décennale

Les principes régissant la garantie décennale des constructeurs sont applicables aux marchés de travaux. Les constructeurs sont présumés responsables des désordres constatés dans l'ouvrage durant le délai décennale (Conseil d'Etat, 15 avril 2015, Commune de Saint-Michel-sur-Orge, n° 376229).

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du CCAG Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

5.5.2 Délai de garantie

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, le délai de garantie est d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception.

5.6 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser au PIC dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Service Central des Blanchisseries
Bureau des Marchés
52 bd Vincent Auriol - BP 20257

APHP	Consultation PIC 25 027	8 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par le PIC.

5.7 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

6.1 Etat d'avancement

Le titulaire s'engage à fournir un état d'avancement du chantier jusqu'à la fin des travaux.

6.2 Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

6.3 Obligation de discrétion

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents, ou objets quelconques, est tenu du maintenir confidentielle, cette communication.

Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

APHP	Consultation PIC 25 027	9 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Le maître de l'ouvrage s'engage à maintenir confidentielles, les informations signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du Titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le Titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le Titulaire et le maître de l'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas divulguer toute information confidentielle, en provenance de l'autre partie, qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants ; le Titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de violation par le Titulaire ou un sous-traitant, des obligations faisant l'objet du présent article et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts.

En cas de violation par un sous-traitant des obligations du présent article et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, sans appliquer les stipulations de l'alinéa précédent, retirer son acceptation de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du Titulaire, quant à la bonne exécution du marché.

6.4 Accès aux établissements - Identifications

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

6.5 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables aux travaux en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

6.6 Fermetures pour congés

En cas de fermeture pour congés annuels, le titulaire devra informer le responsable du PIC deux mois minimum avant la date prévue de fermeture.

6.7 Diffusion Images

A demander après validation de la Direction du PIC SCA SCB SMS.

ARTICLE 7 - FACTURATION – PAIEMENT

7.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

APHP	Consultation PIC 25 027	10 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

7.2 Paiement

Le paiement de la somme due sera effectué en un seul versement après constatation des travaux réalisés.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

7.3 Avance

Le titulaire bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R2191-3.

Le calcul du montant de l'avance se fait selon les modalités exprimées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique.

APHP	Consultation PIC 25 027	11 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Le titulaire peut renoncer à l'avance en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

8.1 Généralités

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

8.2 Qualifications professionnelles

L'entreprise devra produire, à la demande du Maître de l'Ouvrage et/ou du Maître d'Œuvre, la copie conforme du certificat valable pour l'année en cours, attestant la qualification de la Société pour laquelle il intervient.

Dans le cas où l'entreprise ne posséderait pas la qualification correspondant aux travaux faisant l'objet de son marché, l'entrepreneur devra apporter la preuve, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit à ses frais une assurance complémentaire propre à couvrir tous les risques inhérents aux travaux envisagés (comme indiqué ci-dessus) sous peine de résiliation de plein droit de son marché et de sa mise en régie à ses torts exclusifs.

Les mêmes dispositions sont valables pour les sous-traitants.

8.3 Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

L'opération doit faire l'objet d'une police "incendie, explosion" souscrite par le titulaire.

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers.

Cette police devra être soumise à l'approbation du Maître de l'Ouvrage, lequel devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

8.4 Durée du contrat

Les garanties s'exercent jusqu'à la réception définie par le Code Civil.

Si une des parties des locaux est mise à disposition du Maître de l'Ouvrage ou occupée par lui avant la réception telle que définie ci-avant, la garantie du présent contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Toutefois, dans le cas d'une telle occupation anticipée du Maître de l'Ouvrage, cette garantie ne sera acquise au Maître de l'Ouvrage qu'après la déclaration préalable qu'il s'oblige à en faire aux assureurs à qui il devra préciser les dispositions contractuelles qu'il aura prises à cet effet avec les entrepreneurs ainsi que les modifications qui pourraient être apportées au risque du fait de l'occupation (stockage de matériel, fonctionnement, activités, etc....)

Si la déclaration d'occupation anticipée de parties d'ouvrages par le Maître de l'Ouvrage fait apparaître une aggravation du risque, une surprime éventuelle pourra être appliquée d'un commun accord entre le souscripteur et les assureurs.

APHP	Consultation PIC 25 027	12 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître de l'Ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

8.5 Dispositions diverses

La police devra comporter une clause par laquelle les assureurs s'obligent en cas de survenance d'un sinistre, à régler aux assurés la totalité de l'indemnité définie par l'expertise.

Ils doivent faire leur affaire personnelle, dans l'hypothèse où certains entrepreneurs seraient titulaires d'une police préexistante couvrant l'incendie ou l'explosion de leurs ouvrages et/ou approvisionnements du remboursement partiel des indemnités versées par eux et ce au moyen de tous recours ou subrogations qui leur sont juridiquement possibles.

Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc....).

L'entrepreneur devra fournir au Maître de l'Ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

Le Maître d'Œuvre appréciera si la couverture du risque est suffisante.

ARTICLE 9 – NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 - PENALITE - RESILIATION

11.1 Pénalités

Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

En complément des indications de l'article 19 du C.C.A.G. Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, le titulaire sera passible d'une pénalité par jour calendaire de retard fixée à 500 €.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif au titulaire pour répartition entre ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés.

Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé au titulaire sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par le titulaire principal dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue à l'article 41 du C.C.A.G.

APHP	Consultation PIC 25 027	13 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par le titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €HT pour l'ensemble du marché.

Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si le titulaire n'a pas remédié dans le délai fixé dans le présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux.

Pénalités pour retard

En cas de retard sur le délai contractuel fixé, et la remise du document des opérations effectuées, par le calendrier détaillé d'exécution des travaux, l'entreprise sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après :

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de terminaison des travaux du dit lot sans neutraliser les diverses interruptions.

Mode de calcul

Pour chacun de ces lots, la pénalité par jour calendaire de retard sera calculée à l'aide de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3\,000$$

P : montant de la pénalité journalière

V : valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R : nombre de jours de retard.

Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier détaillé d'exécution.

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte récapitulatif. Le Maître de l'Ouvrage se réserve également la possibilité, en cours travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises.

Des retenues journalières calculées selon indications précisées ci-dessus pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles pourront être transformées en pénalités.

11.2 Report du délai

Il est précisé que, si le retard dans la livraison et / ou l'installation et / ou la mise en service était imputable à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, le délai global d'exécution défini dans le dossier technique remis par le titulaire en même temps que son offre serait prolongé d'une durée égale à ce retard.

APHP	Consultation PIC 25 027	14 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC

11.3 Résiliation

L'APHP peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (particulièrement les articles 5 et 6) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (Travaux), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure (articles 5 et 6 du CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG Travaux (Chapitre VII).

Le PIC SCA - SCB - SMS se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 12 - LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS

Article du CCAP	Article du CCAG Travaux
1.8	3.8.1
2	4.1
5	50
11	19
	50

Le titulaire ¹

¹ Indiquer les nom et qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial **après avoir paraphé toutes les pages du présent document**

APHP	Consultation PIC 25 027	15 / 15
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	PIC